

REPUBLICQUE DE CÔTE D'IVOIRE

COUR D'APPEL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE  
D'ABIDJAN

RG N°4344/2018

JUGEMENT CONTRADICTOIRE DU  
01/03/2019

La Société De Commercialisation De  
Café &Cacao Dite S3C  
(Maître KPAKOTE TETE EHIMOMO)

Contre

1- La LOYALE ASSURANCES  
(cabinet AMADOU FADIKA &  
ASSOCIES)

2- La Société KANA-  
ASSURANCES Dite  
KANASSUR

DECISION

CONTRADICTOIRE

Déclare la société DE  
COMMERCIALISATION DE CAFE ET  
DE CACAO dite S3C, SA, irrecevable  
en son action pour défaut de tentative  
de règlement amiable préalable;

La Condamne aux dépens.



## AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 01 MARS 2019

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du vendredi 01 Mars 2019 tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

Madame **AMON AFFOUA PAULINE** épouse **N'DRI**,  
Président;  
Messieurs **KOKOGNY SEKA VICTORIEN**, **OUATTARA LASSINA**, **DOUKA CHRISTOPHE**, et **BERET DOSSA**  
Assesseurs;

Avec l'assistance de Maître **KEITA NETENIN**, Greffier;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

**La Société De Commercialisation De Café &Cacao Dite S3C**, Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 904 400 000 FCFA, Immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit mobilier sous le N° CI-ABJ-2008-B-406, dont le siège social est à Abidjan Port-bouet Vridi Zone Industrielle, Rue des Pétroliers, derrière le Tri Postal de Vridi, 01 BP 5929 Abidjan 01, représentée par son Directeur Général, Monsieur **OMEIS MOHAMED Ali** de nationalité Américaine ;

Laquelle a élu domicile à l'Etude de Maître **KPAKOTE TETE EHIMOMO**, Avocat près la Cour d'Appel d'Abidjan, demeurant à Abidjan Cocody II Plateaux, Bd des Martyrs ou Bd Latrille, Face entrée Principale de Sococé, Immeuble SICOGL A de couleur jaune, Rez-de chaussée, Appartement N°652, Tél : 22 41 27 00, Fax : 22 41 30 53, 25 BP 678 Abidjan 25, [cabinetkpakote@gmail.com](mailto:cabinetkpakote@gmail.com);

Demanderesse;

D'une part ;

1- **La LOYALE ASSURANCES**, Société Anonyme au Capital de 1.500.000.000 FCFA, Immatriculée du Registre de Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro CI-ABJ-03-B-2465, ayant son siège social à Abidjan Plateau, Avenue du Général de Gaulle, Rue du Commerce, angle Rue A43, 01 BP 12263 Abidjan 01, Tél : 20 30 53 53/ Fax : 20 32 51 68, société sous administration provisoire suite à la décision n°22/D/CIMA/CRCA/PDT/2016 du 17 décembre 2016 de la Commission Régionale de Contrôle des Assurances (CRCA), représente par son Administrateur provisoire Monsieur Adama Guy CAMARA



Laquelle a élu domicile au cabinet **AMADOU FADIKA & ASSOCIES**, Avocats à la Cour d'Abidjan, demeurant à Abidjan Plateau, Avenue Delafosse prolongée, Cité Esculape, Bâtiment L, 8ème étage, face BCEAO, 01 BP 4763 Abidjan 01, Tél : 20 33 22 15/ 20 33 21 63, Fax : 20 33 22 32 ;

2- **La Société KANA-ASSURANCES Dite KANASSUR**, Société à Responsabilité Limitée au capital de 3 000 000 FCFA, immatriculée du Registre de Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro 152854, dont le siège social est à Abidjan Plateau, Rue de Commerce, Bvd du Général De Gaulle, Immeuble El Nasr, 2ème étage, Tél : 20 22 47 86/ Fax : 20 22 47 85, 01 BP 7324 Abidjan 01, représentée par son Gérant Monsieur ATTIE Mohamed ;

Défenderesses;

D'autre

part ;

Enrôlée pour l'audience du 28/12/2018, l'affaire a été appelée; A cette audience, le Tribunal a ordonné une instruction confiée au Juge KOKOGNY Séka Victorien. La mise en état a fait l'objet d'une ordonnance de clôture N° 093/2019. Après l'instruction, la cause et les parties ont été renvoyées à l'audience publique du 25/01/2019.

A cette date, l'affaire a été mise en délibérée pour retenue au 01 Mars 2019;

Advenue cette date, le tribunal a vidé son délibéré ;

### **LE TRIBUNAL**

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs demandes, fins et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi;

### **FAITS, PROCEDURE ET PRETENTIONS DES PARTIES**

Suivant exploit en en date du 30 novembre 2018, la société **DE COMMERCIALISATION DE CAFE ET DE CACAO dite S3C, SA**, a assigné les sociétés **LA LOYALE ASSURANCES** et **KANA-ASSURANCES dite KANASSUR**, d'avoir à comparaître le 28 décembre 2018 devant le tribunal de ce siège aux fins de s'entendre :



- condamner à lui payer les sommes de 10.573.198 FCFA et 1.110.185 FCFA respectivement au titre de l'indemnité due et des dommages et intérêts pour le préjudice subi ;
- ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir nonobstant toute voie de recours ;
- condamner la société LA LOYALE ASSURANCE aux entiers dépens de l'instance ;

Au soutien de son action, la société S3C expose qu'elle a conclu avec la société LA LOYALE ASSURANCE un contrat d'assurance multirisque professionnelle portant sur les incendies, les vols, dégâts des eaux, bris de machines, tous risque informatiques et autres ;

Elle ajoute que le 02 mai 2015, un incendie est survenu dans ses bureaux de Vridi ;

Elle indique que l'expertise réalisée mentionne un préjudice de 10.573.198 FCFA ;

Elle relève que malgré la transmission dudit rapport, LA LOYALE ASSURANCE refuse de lui payer le montant de son indemnisation ;

Elle sollicite par conséquent sa condamnation à lui payer les sommes suivantes :

- 10.573.198 FCFA au titre de l'indemnité;
- 1.110.185 FCFA au titre des dommages et intérêts ;

En réplique, la société LA LOYALE ASSURANCE plaide in limine litis l'irrecevabilité de l'action pour défaut de tentative de règlement amiable préalable à la saisine du tribunal de commerce;

Au fond, elle estime que le rapport d'expertise produit n'est pas contradictoire et comporte de nombreuses irrégularités de sorte que selon elle, la demanderesse doit être déboutée de toutes ses prétentions ;

La société KANASSUR n'a pas conclu ;



## **DES MOTIFS**

### **EN LA FORME**

#### **Sur le caractère de la décision**

La société KANASSUR a été régulièrement assignée à son siège social et la société LA LOYALE ASSURANCE a conclu; Il y a lieu de statuer par décision contradictoire à leur égard ;

#### **Sur le taux du ressort**

Aux termes de l'article 10 de la loi organique n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *Les tribunaux de commerce statuent :*

*-En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions (25.000.000) de francs CFA ou est indéterminé ;*

*-En premier et dernier ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions (25.000.000) de francs CFA» ;*

En l'espèce, l'intérêt du litige est de 11.683.383 FCFA ;  
Ce montant étant inférieur à 25.000.000 FCFA, il y a lieu de statuer en premier et dernier ressort ;

#### **Sur la recevabilité de l'action**

La société LA LOYALE ASSURANCE plaide l'irrecevabilité de l'action du demandeur pour défaut de tentative de règlement amiable préalable à la saisine du tribunal de commerce ;

Aux termes de l'article 5 nouveau de la loi organique n°2016-1110 du 08 Décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce : « *la tentative de règlement amiable est obligatoire avant toute saisine du tribunal de commerce et se tient entre les parties elles-mêmes ou avec l'intervention d'un tiers dans le cadre d'une médiation ou d'une conciliation. » ;*





En outre, l'article 41 dernier alinéa de la même loi dispose que : « si les parties n'ont entrepris aucune diligence en vue de parvenir à un règlement amiable, le tribunal déclare l'action irrecevable » ;

Il résulte de ces dispositions légales que la saisine du tribunal de commerce est soumise à une condition préalable de tentative de règlement amiable par les parties, sous peine d'irrecevabilité de l'action ;

En l'espèce, la société S3C a saisi le tribunal de ce siège d'une action en paiement d'indemnité et de dommages et intérêts sans rapporter la preuve d'avoir préalablement satisfait à cette exigence légale avec la société LA LOYALE ASSURANCE;

Il convient en conséquence de déclarer son action irrecevable pour défaut de tentative de règlement amiable préalable ;

#### Sur les dépens

La demanderesse succombe ; il y a lieu de la condamner aux dépens ;

#### PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement en premier et dernier ressort ;

Déclare la société DE COMMERCIALISATION DE CAFE ET DE CACAO dite S3C, SA, irrecevable en son action pour défaut de tentative de règlement amiable préalable;

La Condamne aux dépens.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER.



N° 1000; 00282804


D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le 11 AVR 2019  
REGISTRE A.J. Vol. 45 F° 29  
N° 596 Bord 235/37

REÇU : Dix huit mille francs

Le Chef du Domaine, de  
l'Enregistrement et du Timbre



La Cour de Douai a  
BECCO : dix mille francs  
REGISTRE AU  
JUL 18 1912  
ENREGISTRE AU  
D.F. 18 000 francs

11 11 11